



## Comité technique ministériel du 27 mai 2021

### Déclaration préalable FO

### Sous le signe de la mer, avec un goût amer !

Madame la présidente,

Ce troisième CTM de l'année 2021 présente plusieurs originalités. Celles de :

- s'intéresser au sujet de la mer, dont on pouvait douter jusque là qu'il faisait encore partie du pôle ministériel
- proposer 4 points pour avis

Pour autant, et nous y reviendrons dans les débats, **le maintien de la mer dans le pôle ministériel ne semble pas assuré à terme, les points présentés pour avis ne laissent aucune marge de négociation du contenu des textes proposés, et des points pour avis, il en manque crûment !** Le projet d'évolution du dispositif de contrôle et de surveillance des affaires maritimes devrait ainsi être présenté pour avis et non pour simple information. De la même façon, l'actualité remontée par nos représentants locaux en Corse, nous a conduit à demander l'inscription du projet de décret relatif à la direction de la mer et du littoral de Corse, et du projet d'arrêté de restructuration correspondant. Si nous prenons acte de l'intégration de ce sujet à l'ordre du jour, nous ne pouvons nous satisfaire que ce ne soit que pour information.

En effet, nous ne saurions accepter que le CTM soit contourné sur ces sujets qui touchent à l'architecture ministérielle et aux droits des agents.

**Un CTM placé donc sous le signe de la mer, mais dans un contexte bien amer !**

Si les ministres Pompili/Gourault/Girardin n'ont pas (encore) daigné répondre à la lettre ouverte des membres du CHSCTM sur la question des RPS, leur administration décline son « plan de prévention ». Avec au programme **l'annonce le 11 mai dernier de la suppression de l'Ecole Nationale de Techniciens de l'Équipement à ses agents en visio-conférence (chaque agent seul devant son écran pour « encaisser » le coup!)**. A quand l'annonce des suppressions de poste par SMS ? Une nouvelle réforme qui figurait dans la fameuse liste occulte des réformes en cours au MTE ? Si les premières réactions « à chaud » vous ont amené à devoir aménager la forme, et mettre sur la table le réquisitoire à charge d'un cabinet d'audit privé, **votre seule option de travail reste à ce stade la disparition de l'ENTE. Cette perspective, nous ne pouvons l'accepter, et nous ne sommes pas seuls !** En témoigne l'expression unanime du CTM aujourd'hui, en témoigne l'expression de rejet du projet par un grand nombre de collègues via notre [pétition](#) en ligne. **FO en appelle à la construction d'un avenir pour l'ENTE sur la base d'une vision consolidée sur l'avenir des corps techniques du MTE et du réseau de ses écoles !**

**Le projet de loi 4D a lui été présenté en conseil des ministres le 12 mai, pour viser un examen en procédure accélérée** (il y a urgence par rapport au calendrier politique...) en juillet au Sénat, avec une lecture en septembre à l'assemblée. Alors que d'aucuns aimeraient que le dépeçage des missions de l'État soit amplifié par rapport au projet proposé, **FO y reste fermement opposée au regard notamment de la mise en place d'une République "au gré du territoire" et "à la tête du citoyen"**, ainsi que des impacts induits pour le pôle ministériel. Avec au programme :

- la mise en perspective de la disparition des directions interdépartementales des routes et des services de maîtrise d'ouvrage des DREAL ,
- le transfert de missions Natura 2000 des DREAL et de missions de l'ADEME aux régions,
- la mise sous tutelle préfectorale des agences de l'eau et de l'ADEME,
- la menace de mise sous tutelle directe du Cerema auprès des collectivités.

**Au total, ce sont ici 10 000 de nos emplois qui sont sur la sellette !**

Le projet de loi se paye même le luxe de **préparer le transfert de missions du service public républicain vers le monde associatif**, en encourageant les fonctionnaires à quitter leur positionnement statutaire pour valoriser leurs compétences en bénévolat au moins partiel.

**Mais l'adoption de ce projet d'ici la fin de la mandature ne tient qu'à un fil...**

**Un an et demi après le lancement des réformes en DREAL, c'est à peu près le délai qu'il aura fallu pour que l'arrêté de restructuration soit signé** (et FO a dû intervenir au niveau des cabinets Pompili et De Montchalin pour débloquer la situation). Mais le patchwork de dates d'application des garanties ouvertes par DREAL place les agents concernés face à un risque d'exemption de leur bénéfice. **FO ne saurait accepter qu'un seul agent reste sur le bord du chemin !**

**Faudra-t-il attendre un an et demi pour que le comité de suivi relatif aux laboratoires d'hydrobiologie soit mis en place ?** Sur ce sujet, si l'horizon a changé depuis les annonces du cabinet en mars (sur les principes ou sur la date de mise en œuvre), il est temps de l'officialiser. **A trop attendre ce seront toutes les compétences qui auront fui par absence totale de visibilité sur l'avenir.**

**Un an et demi, c'est aussi le temps qu'il aura fallu pour que le MTE sorte sa note de gestion sur la rupture conventionnelle.** De là à ce que l'arbitraire et l'opacité soient écartés sur ces 2 sujets...il y a un pas que seule la défense des agents au plus près de leur dossier pourra réduire ! De ce point de vue, le bilan global transmis par la DRH ne permet aucune analyse par type de service, aucune vision de la répartition des montants alloués. Pour ce qui est du montant justement, la valeur moyenne affichée semble confirmer que la rupture conventionnelle ne permet pas de subsister bien longtemps, et que le ministère ne donne que rarement le plafond autorisé par les textes de la Fonction Publique.

De plus **on constate le fleurissement toujours plus important de « salons de l'emploi public »** dédiés à la « transition professionnelle interministérielle, inter fonction publique ainsi que vers le privé ». Il règne comme un sentiment de malaise auprès des agents qui ont l'impression d'être poussés vers la porte de sortie ...Et dans l'autre sens, **Pôle Emploi ne fait plus de promotion des concours d'entrée dans la Fonction Publique, mais de l'offre d'emploi de contractuels.** Tout est dit...

Pour ce qui est des services territoriaux de l'État, il aura fallu une heure de débats acharnés en Comité Technique des DDI, **pour faire admettre au SG du ministère de l'Intérieur qu'il ne fallait pas toucher à l'arbre de Noël dans les DDI.** Son projet initial : imposer un arbre de Noël unique en préfecture ! **Grâce à la pugnacité de nos représentants, l'intelligence locale prévaut à nouveau...vigilance à ce que le sujet ne revienne pas par la fenêtre !**

Et pour finir, puisque nous sommes encore en période de crise sanitaire, **FO insiste sur la nécessité de proposer le vaccin aux agents particulièrement exposés, en première ligne, sans obligation.** Nous prenons acte de l'instruction du MTE du 13 mai relative aux autorisations spéciales d'absence dans le cadre de la vaccination des agents du pôle ministériel. **FO en demande l'application aux agents de nos Établissements Publics, ainsi qu'en DDT(M)** comme nous le formulons à l'heure même où s'ouvre ce CTM devant le SG du ministère de l'Intérieur dans le cadre du CT des DDI organisé ce jour.

Au delà, en vue du déconfinement professionnel du 9 juin, il faut déjà réfléchir à l'après. **Celui-ci doit être progressif pour les services et les agents qui le demandent.** En effet, nous ne pouvons pas réitérer les erreurs du passé, et faire revenir tout le monde en présentiel comme ce fut le cas l'an dernier, créant des situations de mal être des agents. **Il va falloir être à l'écoute et permettre des phases transitoires :** passer d'un extrême de 5 jours de télétravail par semaine à un autre extrême de présentiel total, et cela de façon brutale, provoquera des crispations fortes déjà vécues lors du 1<sup>er</sup> déconfinement. FO confirme sa demande en CHSCTM de commencer à travailler sur les effets à moyen terme de cette crise qui s'éternise : effets psycho-sociaux, fatigue, troubles musculo-squelettiques, ...

Je vous remercie.